



L'agriculture relève le gant!

Hansjörg Walter, président de l'Union suisse des paysans, Wängi (TG)

On ne cesse d'entendre ou de lire que les paysans seraient d'éternels saules pleureurs. Celles et ceux qui profèrent ces accusations oublient tout simplement l'énorme travail qu'ont fourni les familles paysannes ces 15 dernières années. Elles se sont en effet professionnalisées et spécialisées. Elles ont débusqué des niches de marché et trouvé des revenus accessoires. De plus, un tiers des exploitations n'ont pas survécu aux bouleversements provoqués par la réforme de la politique agricole. Connaissez-vous un autre secteur économique ayant accompli une restructuration aussi complète en si peu de temps? Pas moi !

Les paysans sont toutefois prêts à s'adapter encore, afin d'offrir à la population suisse une agriculture taillée sur mesure. Mais seuls, ils n'y parviendront pas ! Ils ont besoin pour cela du soutien du monde politique, qui seul est en mesure de créer les conditions générales nécessaires. Et pour autant que les familles paysannes de notre pays aient le droit d'avoir des perspectives à long terme, la pression qui s'exerce de tous côtés sur l'agriculture doit être réduite d'une manière ou d'une autre.

Pour que les paysans puissent avoir un avenir, les conditions que je viens d'évoquer sont au nombre de quatre. Premièrement, la plus-value doit être partagée équitablement tout au long de la filière agroalimentaire. Un principe veut que ce soit le dernier de la chaîne qui subisse le choc le plus important. Il est valable aussi bien pour les enfants qui touchent une clôture électrique que pour l'agriculture. En effet, l'« aldisation » galopante a pour conséquence que chaque échelon répercute la pression sur ses fournisseurs, jusqu'au paysan. Or, le paysan ne peut, lui, répercuter la baisse des prix sur personne. Les prix à la production, qui correspondent au niveau suisse, sont la base du succès économique de l'entreprise. Mais il est important que les coûts de production soient réduits. Vous avez déjà entendu parler de cette nécessité aujourd'hui.

La deuxième condition pour l'avenir, c'est l'existence d'une marge de manoeuvre suffisante en matière de gestion d'entreprise. Comment l'agriculture pourrait-elle en effet réagir avec souplesse et esprit d'entreprise aux exigences du moment si on ne cesse de lui mettre des bâtons dans les roues ? Nous attendons par conséquent des pouvoirs publics une application de la législation libérale et compatible avec les exigences de la pratique, dans le domaine de l'aménagement du territoire notamment.

Durant la récente conférence ministérielle de l'OMC, à Hong-Kong, on a beaucoup parlé de protection douanière. La troisième condition, dont dépend la survie des familles paysannes suisses, c'est justement l'existence d'une protection douanière convenable. Nos exploitations ne pourront en effet jamais régater avec les exploitations industrielles des Etats-Unis ou du Brésil. Nous n'avons rien contre un commerce mondial équitable. Nous n'avons rien contre le démantèlement des subventions à l'exportation qui provoquent des distorsions de concurrence. Mais nous nous élevons contre l'impossibilité qui serait faite à un certain nombre de pays de produire une partie de l'alimentation destinée à leurs populations. Quel que soit l'accord de libre-échange considéré, il faudra tenir compte suffisamment de la souveraineté alimentaire.

Quatrième et dernière condition essentielle: la rémunération des prestations d'intérêt général. Comme vous le savez toutes et tous, la production de denrées alimentaires n'est qu'une des trois tâches que la Constitution fédérale assigne à notre agriculture. Les deux autres étant respectivement la conservation des ressources naturelles et l'entretien du paysage rural, ainsi que l'occupation décentralisée du territoire. Sans nul doute, une Suisse telle que les étrangers l'apprécient ne serait plus la Suisse sans son agriculture. Mais la fourniture de ces prestations occasionne des coûts que personne ne rémunère directement. C'est pourquoi nos paysans



SBV Schweizerischer Bauernverband **USP** Union Suisse des Paysans **USC** Unione Svizzera dei Contadini **UPS** Uniuin Purila Svizra

perçoivent des paiements directs, à condition toutefois qu'ils fournissent les prestations écologiques requises. Ce n'est pas un hasard si, en matière de protection de l'environnement et des animaux, la Suisse est aujourd'hui championne du monde !

Ces quatre conditions peuvent – ou disons plutôt pourraient – être garanties en partie par le projet de PA 2011. Mais l'Union suisse des paysans n'a pas pu accepter les solutions proposées par le Conseil fédéral. C'est pourquoi, avec la prise de position qu'elle lui a adressée mi-décembre, elle a proposé un certain nombre de corrections. Nous demandons notamment que le montant de l'enveloppe financière pour les quatre ans du programme soit identique à celui prévu initialement pour la PA 2007, avec la compensation du renchérissement courant. Nous rejetons également la conversion du soutien du marché, très efficace en termes de revenu paysan, en paiements directs. Les soutiens du marché permettent en effet de sauvegarder la production de denrées alimentaires sur l'îlot de cherté qu'est la Suisse, ce qui contribue dans une large mesure à son approvisionnement et à son indépendance. Nous proposons enfin diverses mesures de réduction des coûts et la revalorisation des activités para-agricoles, telles que le tourisme rural.

Nous sommes convaincus que nos ébauches de solutions et nos propositions offriront aux familles paysannes innovantes et dotées d'esprit d'entreprise une marge de manoeuvre et un soutien suffisants pour affronter l'avenir avec succès.

Texte: www.sbv-usp.ch